

# Total, au pays de l'or noir qui sent la poudre

mercredi 26 juillet 2006, par [MATHIEU Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 9 septembre 1999).

## **Sous protection militaire, Total construit un gazoduc en Birmanie et fait le jeu d'une junte dictatoriale.**

La Birmanie est l'un des régimes militaires les plus répressifs au monde ; une narco dictature engagée dans la transformation et le commerce de l'opium ; 60 % de l'héroïne du monde entier provient de ce pays. En mai 1997, lors d'élections concédées par la dictature, l'opposition a remporté 80% des sièges au Parlement ; il ne s'est jamais réuni et 900 dirigeants, députés, militants ont été arrêtés. Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, a été assignée à résidence. En août 1998, les manifestations pacifiques de l'opposition ont été réprimées dans le sang. L'Organisation internationale du travail (OIT) accuse la junte d'imposer le travail forcé à 2 millions de Birmans. Pour les minorités ethniques, déplacements forcés, tortures, exécutions sommaires, viols sont monnaie courante.

Le Parlement européen a voté une résolution, à la demande de l'opposition birmane, demandant aux Etats de ne pas investir dans ce pays pour ne pas légitimer la dictature et l'aider à blanchir l'argent de l'héroïne. Mais le Conseil de l'Europe refuse de mettre en œuvre cette résolution. Si la majorité des pays respectent la demande de l'opposition, quelques-uns se distinguent en collaborant avec la junte : la Chine, la Corée du Nord, la Malaisie, Singapour et... la France.

Le pétrolier Total, déjà présent en Indonésie sous Suharto, a une concession de gaz naturel offshore avec un contrat de 1,2 milliard de dollars, avalisé par la Coface, pour la construction d'un gazoduc vers la Thaïlande qui traverse une zone peuplée de Karen, en guerre contre la junte. Total fait sous-traiter par des entreprises de sécurité françaises le recrutement de mercenaires et légionnaires, la fourniture d'armes, pour prêter main forte à l'armée birmane qui doit « sécuriser » le gazoduc, c'est-à-dire briser la résistance des Karen et les déporter.

La junte a recouru, sur le chantier du gazoduc, au travail forcé et non-rémunéré. Total opère avec un petit partenaire américain, Unocal, cible de manifestations et d'actions en justice aux Etats-Unis pour « violation des droits de l'homme à l'étranger ». L'opposition birmane a déclaré qu'après le renversement de la junte elle dénoncera les contrats gaziers. Elle accuse Total et la France de collaborer avec les militaires et la compagnie birmane Myanmar Oil & Gas, lessiveuse des revenus de l'héroïne. Elle appelle les touristes à boycotter le pays, l'hôtellerie étant aussi l'un des canaux classiques du blanchiment. Ce qui n'empêche pas, en France, d'avoir pour campagne touristique « l'année de la Birmanie ».

On retrouve sans s'étonner, dans cette affaire, bien des personnes issues des réseaux franco-africains, tel Legorju (ancien gendarme de l'Elysée) dans les entreprises de sécurité sous-traitantes de Total et l'inévitable J.-C. Marchiani (qui fournit les mêmes prestations à Elf en Afrique) ou Michel Roussin (ancien ministre de la Coopération devenu le « Monsieur Afrique » du Medef) dans un projet de grand hôtel à Rangoon...

L'opposition birmane prépare une mobilisation générale, avec grèves et manifestations, ce 9 septembre : dans un pays où la numérologie fait partie de la culture, elle a choisi le 9.9.99 comme

hier le 8.8.88 pour sa première démonstration de force. Elle doit bénéficier de la solidarité internationale, particulièrement en France.

Les députés français au Parlement européen ont l'occasion de dénoncer la politique des firmes pétrolières et de la France, et d'exiger des Etats de l'UE l'arrêt de toute collaboration avec la junte. Le collectif « Elf ne doit pas faire la loi... » envisage de se joindre aux actions de solidarité. Face à la fusion annoncée d'Elf et de Total, il faut fusionner les résistances au nouveau géant pétrolier français, engagé dans la course aux profits au détriment des peuples d'Afrique comme d'Asie du Sud-Est.

\* A lire : la Dictature du Pavot de Francis Christophe, Editions Philippe Piquier. Pour suivre les actions, s'adresser au collectif Info Birmanie, 14, passage Dubail, 75010 Paris ; e-mail : « [info-birmanie@globenet.org](mailto:info-birmanie@globenet.org) ».

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge du 9 septembre 1999.